

Christophe Aguiton

Militant syndical et associatif, auteur de *Le Monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001.

L'Internationale sans nom des résistances

ContreTemps : *De sommet en sommet, le mouvement de résistance à la mondialisation capitaliste gagne en ampleur. Après les manifestations de Gênes, certains chefs d'État comme Chirac et Jospin, s'en sont inquiétés. Il semble désormais que le G8 ou l'OMC soient contraints de se réunir de façon quasi clandestine, en état de siège, au Qatar ou dans les Rocheuses canadiennes. D'où vient la force montante de ce mouvement ?*

Christophe Aguiton : Les manifestations contre le sommet du G8 de Gênes, en juillet 2001, confirment en effet l'ampleur de la radicalisation face à la mondialisation libérale. Mais on aurait tort d'imaginer que ce mouvement se limiterait à une contestation humaniste ou tiers-mondiste des excès de la dérégulation libérale. Il y a des raisons communes aux manifestations de Göteborg et de Gênes, et à celles du 9 juin en France contre les « licenciements boursiers ». Si l'on veut dater le point de départ de cette vague, les manifestations de Seattle, fin 1999, contre la réunion de l'Organisation mondiale du commerce, constituent un tournant symbolique. Mais ce tournant ne se comprend pas sans ce qui s'est passé dans quelques pays-clefs au cours des années précédentes. En France, le changement est perceptible dès 1993, avec une reprise des luttes sociales (comme à Air France), l'apparition d'un mouvement des chômeurs et la préparation en 1994 de la première marche contre le chômage, avec les luttes des sans-papiers de l'été 95 et la mobilisation pour le droit des femmes à l'automne, préluant aux grèves de défense de la Sécurité sociale et des services publics. On enregistre une évolution parallèle de l'opinion publique qui exprime une sympathie croissante envers ces mouvements, et notamment avec les grandes grèves de l'hiver 1995. Mais la France n'est pas le seul pays développé à connaître cette évolution. Par-delà les différences énormes de contexte et de culture, les États-Unis ont connu un processus comparable, avec de nombreuses grèves au cours des années 90 (teamsters, General

Motors, UPS, etc.) et la renaissance d'un mouvement étudiant notamment cristallisé autour de la dénonciation des conditions de travail des salariés du textile, les *sweat shops* (ateliers de la sueur) qui produisent les vêtements portés sur les campus. Leur protestation s'est traduite par la remise en cause des marques telles que Nike, Gap, etc. C'est de cette radicalisation dont rend compte le livre *No Logo* de Naomi Klein, récemment traduit en français, qui a eu un écho considérable dans de nombreux pays, et d'abord dans les pays anglo-saxons. Ce tournant aux États-Unis s'est aussi traduit par des innovations importantes en matière d'organisation, avec l'apparition de nouveaux mouvements tels que « Job with Justice » au début des années 90 (il s'agit d'un réseau initié par des syndicats combattifs américains pour établir des liens tant interprofessionnels qu'avec d'autres mouvements sociaux), ou avec des évolutions significatives dans les syndicats. Ainsi, la gauche de l'appareil de l'AFL-CIO, soucieuse de réagir au déclin de ses secteurs traditionnels, l'a-t-elle emportée autour de John Sweeney au congrès de 1995, et elle a décidé de faire de la lutte contre la « Corporate Globalization » l'axe de sa politique confédérale. Elle avait besoin pour cela d'alliances tant nationales qu'internationales qui marquent une rupture nette avec la tradition d'un syndicalisme américain qui fut – faut-il le rappeler – tout au long des années 60 et 70 le meilleur allié de l'establishment contre la jeunesse alors mobilisée contre la guerre du Vietnam. Mais un mouvement comme celui de Seattle n'aurait pas non plus été possible sans des phénomènes similaires dans d'importants pays du Sud, où les syndicats se sont liés à des mouvements radicaux, comme le mouvement paysan au Brésil ou le mouvement étudiant en Corée du Sud. Certaines initiatives ont favorisé les premières rencontres entre réseaux militants et commencé à tisser des liens devenus décisifs à partir de Seattle. C'est notamment le cas des marches européennes de chômeurs (comme celles d'Amsterdam en 1997 et de Cologne en 1999). C'est surtout le cas de l'insurrection zapatiste de janvier 1994, qui fut véritablement précurseur en associant la défense des exploités les plus exploités (les Indiens du Chiapas) à un discours universel contre le néolibéralisme : ce n'est nullement par hasard si leur insurrection du 1^{er} janvier 1994 coïncidait avec la date d'entrée en vigueur du traité de libre commerce (Aléna) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. Ce sont aussi les zapatistes qui ont jeté les bases d'une nouvelle Internationale de la contestation en prenant l'initiative de la « rencontre intergalactique » tenue pendant l'été 1996 dans la forêt Lacandone.

CT : *En quelques années, de Seattle à Gênes en passant par Porto Alegre, on voit se dessiner une étrange carte géopolitique des résistances. Quelle est d'après toi la logique de ce développement rapide ?*

C. A. :

Il y a trois raisons décisives à la généralisation rapide de ce mouvement de résistance à la mondialisation libérale, qui constituent une sorte de trépied du mouvement global.

La première raison est d'ordre social. Elle répond aux effets de ce que certains appellent un nouveau régime d'accumulation ou un nouvel ordre productif, même s'il ne s'agit pas encore d'un équivalent systémique cohérent du régime d'accumulation généralisé après la Seconde Guerre mondiale. Le capitalisme industriel a derrière lui 150 ans d'existence et il est passé par des phases d'organisation de la production et des rapports d'exploitation fort différentes. Depuis la crise du milieu des années 70, le capital s'efforce de rétablir des taux de profit comparables à ceux qu'il a connus pendant la phase de croissance des années 50-60. Les années 90 ont été marquées par ces tentatives. On a beaucoup parlé alors de « toyotisme », de « capitalisme rhénan », de cercles de qualité, etc. Dans les années 90, grâce aux défaites infligées par la contre-réforme libérale à des secteurs importants du salariat, le capitalisme a retrouvé une relative stabilité, au sens où l'ordre productif imposé lui a permis – malgré des difficultés récurrentes comme celles que nous connaissons actuellement – de retrouver les taux profits d'antan. Les marges des grandes entreprises sont au mieux.

Mais cette phase d'accumulation comporte des caractéristiques très spécifiques. Les marchés financiers donnent le « la » et fixent les règles du jeu, comme on peut le vérifier avec ce qu'il est maintenant convenu d'appeler « les licenciements boursiers » ou avec les exigences de « retour sur investissement » dictées par les grands fonds de pension. Après l'ouverture des frontières aux marchandises et aux produits agricoles, la volonté d'ouvrir les frontières aux services est à l'ordre du jour des grandes négociations internationales. Il en résulte une mutation très rapide et une réorganisation permanente des entreprises, dont témoigne l'intention déclarée d'Alcatel de se débarrasser de ses usines de fabrication – abandonnées à la sous-traitance – pour se concentrer dans les activités lucratives de marketing et de Recherche & Développement. Les conséquences sociales de ces évolutions sont bien connues : croissance rapide des inégalités entre le Nord et le Sud comme à l'intérieur de ces grandes zones, montée de la précarité et de la pauvreté, y compris chez les salariés et non chez les seuls « exclus » (en France, 3,5 millions de salariés ont un revenu inférieur au Smic). Il en résulte le développement d'un sentiment général d'insécurité sociale (ce que certains sociologues appellent « la société du risque »), y compris dans les pays riches, en rupture radicale avec les décennies d'après-guerre, lorsque chacun pouvait penser que ses enfants vivraient mieux demain que lui-même aujourd'hui, comme lui-même vivait mieux que ses parents. Évidemment, les premières victimes de cette montée de la précarité et des inégalités sont

ceux et celles en situation de vulnérabilité particulière, à commencer par les femmes, les immigrés, les minorités ethniques.

La seconde raison est d'ordre écologique ou environnemental, étroitement liée aux questions de santé publique. Les conséquences du nouveau régime d'accumulation sont en effet un des motifs majeurs des mobilisations. L'ouverture des marchés et la concentration des entreprises confèrent aux firmes multinationales et transnationales des pouvoirs exorbitants. Non contentes d'exploiter les forêts tropicales et les ressources naturelles des pays du Sud, elles cherchent désormais à s'approprier par le brevetage tout ce qui peut l'être du patrimoine commun de l'humanité et de la planète, ainsi que le montre l'appropriation privée du capital génétique des pays tropicaux qui (ayant échappé aux grandes glaciations) disposent de ressources infiniment plus importantes que les pays du Nord. Il faut souligner dans le même ordre d'idée le scandale justifié que provoque la volonté des firmes pharmaceutiques de faire payer au prix fort les médicaments contre le sida, interdisant ainsi aux pays du Sud, en Afrique notamment, de lutter contre une maladie qui ravage leurs continents.

Enfin, une troisième raison est d'ordre démocratique. Quoi que l'on pense des régimes politiques parlementaires des pays dominants depuis la Deuxième Guerre mondiale, il existait une adéquation relative entre les sphères économique, sociale, politique. Cette relation fonctionnelle est remise en cause brutalement par la mondialisation de l'économie. C'est à la fois une réalité et un prétexte invoqué par les partis de gouvernement pour justifier leur incapacité à répondre aux revendications sociales ou écologiques dans leurs pays. Il en résulte une érosion des légitimités institutionnelles et un sentiment généralisé d'impuissance des politiques face aux fétiches économiques, qu'expriment confusément les notions de « déficit démocratique », de « crise de la citoyenneté », ou plus généralement de discrédit du politique, illustré par la montée de l'abstentionnisme électoral aux États-Unis, en Angleterre, ou, dans une moindre mesure, en France.

Si les racines de la radicalisation sont multiples, elles ont en commun l'opposition au nouvel ordre productif. Il en résulte un mouvement dans lequel chacun s'inscrit avec son combat spécifique. Mais la nécessité de se lier aux autres s'impose très vite, un peu comme les tuiles d'un toit s'emboîtent les unes aux autres pour former un tout fonctionnel. C'est ce que n'ont pas compris les journalistes de la presse anglo-saxonne après Seattle, lorsqu'ils prévoyaient l'éparpillement rapide d'un mouvement où se côtoyaient des composantes aussi diverses que le Sierra Club (grosse organisation environnementale américaine qui défendait, à Seattle, les tortues marines), les métallurgistes américains mobilisés pour la défense de leur emploi, ou encore les paysans de Via

Campesina (l'Internationale paysanne – où l'on retrouve entre autres le Mouvement des Sans-Terre du Brésil et la Confédération paysanne française – créée au début des années 90 contre les conséquences de l'ouverture des marchés agricoles et contre l'apparition des OGM). Même si des débats tactiques importants traversent ces différents mouvements, jamais les liens entre eux n'ont été aussi forts. La dernière illustration en est l'arrivée d'Amnesty International, dont chacun connaît le combat en défense des prisonniers d'opinion. Cet engagement exprime le fait qu'il lui paraît désormais indispensable de lutter aussi contre la mondialisation libérale et contre ses effets destructeurs sur des sociétés entières, et, par contrecoup, sur la situation des droits de l'homme dans ces pays.

Si la résistance au nouvel ordre productif mondialisé est bien le ressort profond du mouvement, on ne pourrait pas comprendre non plus l'effet Seattle et sa vitesse de propagation sans le changement radical intervenu dans la situation mondiale. Les générations militantes qui forment l'essentiel du mouvement syndical et associatif aujourd'hui se sont formées dans une époque dominée largement par la bipolarité Est/Ouest. Dans cette période, seules des forces très minoritaires refusaient de s'aligner sur l'un ou l'autre camp. Il fallait des événements considérables et des rapports de forces très propices (seulement réalisés en 1968) pour ébranler cette chape de plomb. L'effondrement de l'Union soviétique et la réunification allemande ont mis fin à cette configuration de l'ordre bipolaire mondial. Le « nouvel ordre mondial » proclamé dès 1991 par Georges Bush senior, s'il a vu les grands pays partager un certain nombre d'orientations résumées dans ce qu'il convenu d'appeler « le consensus de Washington », ne s'est pas traduit pour autant par un accord sur une gestion commune des affaires du monde. Les États-Unis ont été tentés, sous la présidence de Bush père et lors des premières années Clinton, par le multilatéralisme, mais ils ont très vite estimé plus confortable de choisir pragmatiquement le meilleur instrument d'intervention politique en fonction de la conjoncture : l'Onu dans le cas de la guerre du Golfe, l'Otan pour l'intervention dans les Balkans, l'ingérence américaine directe en Colombie ou pour les nouveaux bombardements en Irak.

Il en résulte une instabilité relative et l'apparition de fissures propices à l'irruption de mouvements contestataires. Au moment des manifestations de Seattle, on peut estimer à cent mille environ le nombre de personnes mobilisées (soit environ 10 % des manifestants de l'hiver 1995 en France). Mais, du fait des contradictions entre pays du Nord et du Sud, et des divisions d'intérêts entre pays du Nord eux-mêmes, ces 100 000 ont suffi à faire la différence. C'est pourquoi ils se sont vu attribuer le mérite symbolique de la débâcle de l'OMC. Il faut y voir le signe d'un retour à une situation internationale plus fluide et

plus heurtée, comparable à celle qu'a connu le monde jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les contestations pouvaient se développer sur les lignes de fractures entre grands pays et grands blocs. Les 100 000 de Seattle ont ainsi créé un choc tel que le mouvement s'est mondialisé en quelques mois pour devenir aujourd'hui une réalité qui pèse dans un nombre croissant de pays. La disparition de l'Union soviétique et l'absence de réelle instance multilatérale de gestion commune créent donc des espaces et des interstices dans lesquels des mouvements sociaux peuvent surgir pour modifier la donne.

CT : *Avec le premier Forum social mondial de Porto Alegre, en janvier 2001 et les grandes manifestations contre la réunion du G8 à Gênes en juillet 2001, le mouvement semble parvenir à un tournant. Quels sont aujourd'hui les grands problèmes d'orientation à résoudre pour ouvrir un nouveau chapitre ?*

C.A. : Si l'on voulait résumer en un mot le défi majeur du mouvement à l'étape actuelle, ce serait celui des alliances, au niveau national comme au niveau international.

Au niveau national, il s'agit de faire interagir le neuf et l'ancien, les nouveaux mouvements sociaux et les formes plus classiques. Le neuf, ce sont évidemment les mouvements de jeunesse (qui ont joué un rôle déterminant à Seattle, à Québec, à Barcelone, à Prague, à Göteborg, à Gênes). Ce mouvement part souvent des grandes universités. C'est à la fois une preuve de la portée de la vague de contestation en cours, née au cœur même du système, mais c'est aussi l'indice de la première grande difficulté à résoudre : comment combiner le discours universel – dont ce mouvement est d'autant plus facilement porteur qu'il naît sur les lieux mêmes de la domination – avec des mouvements « identitaires » qui ne se reconnaissent pas forcément d'emblée dans un mouvement global. Cette difficulté, sensible dès Seattle, a été soulignée par les militants du Direct Action Network (DAN) qui, constatant la faible participation des afro-américains et des chicanos aux cortèges, posaient la question : « *Where was the color in Seattle ?* » (« Où était la couleur à Seattle ? »).

Mais le « neuf », ce sont aussi les campagnes thématiques, comme celle pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (menée notamment par le CADTM de Belgique), contre l'ouverture généralisée des marchés, ou contre les paradis fiscaux. L'un des phénomènes les plus marquants de la période récente, c'est l'apparition de mouvements ou associations à vocation généraliste, tels Attac en France et dans de nombreux pays, ou le Mouvement de résistance globale en Catalogne.

Du côté de mouvements plus anciens, ceux qui représentent les secteurs les plus exploités et les plus marginalisés ont tout de suite accueilli avec espoir

et sympathie l'apparition des mouvements anti-globalisation. C'est le cas notamment des mouvements de chômeurs ou des mouvements pour les droits des femmes (regroupés depuis 2000 dans la Marche mondiale des femmes), ou encore des mouvements paysans (regroupés notamment dans Via Campesina), qui sont aujourd'hui des forces constitutives majeures du mouvement international.

Plus difficiles sont les relations avec le mouvement syndical. Dans les pays du Sud (comme le Brésil ou la Corée), ou aux États-Unis, ce dernier s'est joint au mouvement sans que toutes ses contradictions soient résolues pour autant. Ainsi, l'AFL-CIO a soutenu la candidature d'Al Gore à l'élection présidentielle américaine, alors que sa politique s'inscrivait dans la stricte continuité du néolibéral Clinton. Les choses sont plus difficiles encore en Europe et au Japon. Dans ces pays, le mouvement syndical a l'illusion d'un pouvoir maintenu et, à la différence des États-Unis (où les appareils ont pris conscience de l'ampleur des défaites subies et de la nécessité de reprendre pied dans de nouveaux secteurs du salariat), il s'estime encore capable de peser par lui-même sans avoir besoin de nouveaux alliés. Les politiques néolibérales affaiblissent pourtant de jour en jour leurs capacités de résistance à travers les privatisations, les réformes de la sécurité sociale et des régimes de retraite, les mutations rapides de l'entreprise et de l'organisation du travail. Il faut aussi considérer le fait que l'Union européenne et le Japon sont de gros exportateurs, ce qui incite les syndicats les plus droitiers à considérer que la mondialisation est bénéfique pour les économies de leurs pays, donc, indirectement, pour les salariés eux-mêmes dont le sort serait lié aux parts de marchés conquises par leurs bourgeoisies. C'est la logique même de Nicole Notat.

Pourtant, même dans ces pays, l'ampleur du mouvement contre la mondialisation capitaliste fait craquer l'édifice syndical. À Gênes, il est vrai, seuls les courants de la gauche syndicale italienne (les Cobas, les Comités unitaires de base, la Fiom – fédération métallurgique de la CGIL) ont appelé aux manifestations. Mais en Espagne, où le syndicalisme est peut-être aujourd'hui le plus faible d'Europe, les Commissions ouvrières et l'UGT se sont trouvées dans l'obligation d'appeler aux manifestations pour l'annulation de la conférence de la Banque mondiale prévue en juin à Barcelone (conférence qui fut effectivement annulée de crainte des manifestations annoncées).

Le combat pour tisser des liens entre syndicats et mouvements sociaux émergents est peut-être aujourd'hui la question clef, notamment en Europe. Si, en la matière, des points ont été marqués, il faudra encore du temps, ne serait-ce que parce que les mouvements de jeunesse s'expriment de façon déconcertante pour ceux qui ne sont habitués qu'aux formes traditionnelles du mouvement ouvrier : il s'agit de mouvements non hiérarchiques, porteurs d'une idéo-

logie de type libertaire, dont les formes mouvantes naissent et disparaissent rapidement, alors que le mouvement d'ensemble continue de croître.

La question des alliances sur le plan international est plus complexe encore. C'est un peu comme si se construisait une Internationale aux ramifications multiples, mais une Internationale sans nom, sans structures, dont le programme se réduirait à la somme des campagnes et des thèmes avancés lors des mobilisations. Cette alliance flexible, non hiérarchique, s'impose comme une nécessité fonctionnelle, tant pour coordonner les actions que pour mieux comprendre une réalité diversifiée, et surtout pour mettre consciemment l'accent sur les luttes des plus exploités du Sud. Si en 1994 le mouvement avait démarré au Chiapas avec le souci déclaré d'inscrire les droits des populations indigènes dans une perspective de solidarité universelle, l'isolement relatif des zapatistes ne leur a pas permis de catalyser un mouvement international. Aussi le centre de gravité du mouvement s'est-il déplacé vers le Nord. La liste des villes dont les noms jalonnent l'épopée des mobilisations anti-libérales égrène surtout les métropoles de pays riches du Nord : Seattle, Washington, Québec, Prague, Nice, Barcelone, Göteborg, Gênes... Il y a en effet un certain rapport entre les foyers initiaux des mouvements sociaux (les grandes universités ou les secteurs protégés du salariat) et les foyers géopolitiques des pays riches dominant la planète. Si le phénomène s'explique aisément, il est très important de se donner les moyens d'éclairer autrement des mouvements aussi, voire plus importants, au Sud, mais moins visibles médiatiquement faute d'espace public international : la visibilité médiatique est aussi fonction des rapports de forces mondiaux, du développement inégal, et des hiérarchies de domination.

Une raison d'être de cette Internationale des résistances en pointillés, basée d'abord sur les mouvements sociaux, c'est précisément de favoriser l'émergence de mouvements dans des pays où les conditions sont particulièrement difficiles. C'est par exemple le cas du Raid (l'équivalent d'Attac en Tunisie, qui s'efforce avec d'autres mouvements démocratiques de desserrer l'étau de la dictature Ben Ali), ou d'Attac-Russie. Cette alliance internationale a permis de déplacer l'épicentre des résistances avec l'organisation, symboliquement significative, du premier Forum social à Porto Alegre en janvier 2001, qui a mis l'accent sur les luttes du Sud comme celle des « Sans-Terre », etc.

Une autre raison plaçant pour la constitution de cette alliance internationale, c'est l'apparition d'une nouvelle forme d'internationalisme. Jusqu'à présent, le ressort de l'internationalisme résidait essentiellement dans le soutien aux luttes des autres (parce que l'on comprenait le caractère global des rapports de forces), et dans la lutte dans son propre pays conçue comme l'aide la plus précieuse à la lutte des autres (c'était le sens du mot d'ordre « Créer deux,

trois Vietnam ! », lancé par Che Guevara dans son fameux message à la Tricontinentale). Si ces aspects de l'internationalisme restent d'actualité, l'internationalisation économique, la formation des entreprises transnationales, l'apparition d'institutions internationales de plus en plus présentes, poussent le mouvement à se fixer des objectifs planétaires communs, tels que l'annulation de la dette du tiers-monde ou la taxation des capitaux spéculatifs. Ces objectifs donnent un fondement à une sorte d'internationalisme organique, produit d'une contestation immanente au procès de mondialisation capitaliste. Ainsi les liens qui se tissent entre des mouvements paysans brésiliens, français, indiens, ne relèvent pas d'une solidarité charitable envers des semblables, mais de la prise de conscience d'un combat commun contre des ennemis communs que sont les grands semenciers internationaux comme Monsanto, Novartis, et leurs alliés étatiques et institutionnels.

CT : *On peut s'attendre, dans l'année à venir, à un nouvel élargissement du mouvement. En même temps, du côté des dominants, les appels se multiplient au dialogue entre interlocuteurs responsables des institutions internationales, des gouvernements, et de la « société civile internationale » (entreprises et mouvements sociaux pêle-mêle). Comment le mouvement de résistance va-t-il aborder ces nouveaux défis ?*

C.A. : Après Porto Alegre et Gênes, le mouvement prend aujourd'hui une ampleur telle que cette alliance internationale s'élargit à des forces aussi modérées que la Confédération européenne des syndicats (CES) ou que les nombreuses organisations non gouvernementales dont la présence est annoncée au deuxième Forum social de Porto Alegre en février 2002. Cet élargissement est bien sûr positif, car il accentuerait la délégitimation des sommets officiels et des rencontres comme celle de Davos au profit des rassemblements alternatifs. Il contribuerait ainsi à mobiliser les millions de personnes nécessaires pour remporter des victoires partielles contre la mondialisation libérale et pour renforcer la confiance dans les capacités du mouvement. En contrepartie, cet élargissement unitaire, si positif soit-il, risque de diluer ou d'éteindre le mouvement de résistance, tant en termes d'initiatives que de contenu revendicatif. C'est pourquoi les mouvements les plus militants (Via Campesina, Attac, la Centrale unique des travailleurs du Brésil, et Focus for the Global South (dont Walden Bello – sociologue, ancien responsable du Parti communiste philippin, animateur du mouvement anti-mondialisation très écouté tant en Asie que dans le monde anglo-saxon – est le porte parole le plus connu) se sont réunis à Mexico en août 2001 afin que l'aile marchante du mouvement puisse avancer des propositions communes, en termes d'action et de contenu.

Cette réunion est importante pour contribuer à dynamiser le mouvement. Il faut en effet que ses composantes les plus actives puissent faire des propositions. N'oublions pas que le Forum de Porto Alegre reste un lieu d'échanges. Il a pour principe de fonctionnement consensuel de ne prendre ni décisions ni déclarations finales. Il faudra donc que certains mouvements qui s'y rencontrent adoptent en commun des objectifs de lutte et un agenda de mobilisations. Ces formes de coordination sont d'autant plus importantes que Gênes marque un tournant considérable. L'ampleur même des manifestations (200 000 à 300 000 manifestants en plein mois de juillet!), la violence de la répression, l'incapacité des huit grands à apporter la moindre réponse aux attentes des manifestants comme des opinions publiques, montrent qu'un nouveau palier est franchi. Il faudra donc réfléchir à un calendrier de nouvelles échéances, comme le 10 novembre pendant le sommet de l'OMC à Qatar ou le rassemblement de Bruxelles en décembre 2001, à l'occasion de la réunion de l'Union européenne, en attendant Porto Alegre II, en février 2002. Ces échéances restent décisives, mais après Gênes, une réflexion d'ensemble s'impose à tous les mouvements.

CT: *Après Gênes, quels sont les débats d'orientation qui traversent le mouvement ? La question de la violence mise en relief dans les médias occupe-t-elle une place importante ou bien les préoccupations principales sont-elles ailleurs ?*

C.A.: Le problème n'est pas tant celui de la violence. Autant, dans des phases de recul, comme à la fin des années 70, la violence minoritaire peut être un signe d'impuissance qui aggrave le reflux et contribue à inhiber le gros du mouvement, autant, dans une phase ascendante, si les débats se polarisent médiatiquement autour de la violence pendant l'événement, très vite l'ampleur et le sens politique du mouvement d'ensemble reprennent le dessus. Il reste cependant à définir une position. Plutôt qu'une criminalisation des Black Blocs ou autres, ou de céder à une paranoïa de la provocation (toujours possible, mais secondaire), le plus sage est de bien marquer une séparation nette, comme ce fut d'ailleurs fait à Gênes où l'écrasante majorité des manifestations coordonnées par le Genova Social Forum ont respecté des pratiques d'autodéfense non-violente, même si ces dernières pouvaient être actives et radicales.

Une des questions qui reviendra également sur le tapis est celle des rapports entre partis politiques et mouvements sociaux. Gênes a pu donner l'impression d'un retour des politiques, du fait de la forte présence d'une organisation comme Refondation communiste. Mais ce serait une illusion d'optique, liée au

fait que la Grèce et l'Italie sont sans doute les deux pays d'Europe où les partis politiques issus du mouvement ouvrier traditionnel continuent à peser le plus fortement. Malgré la montée en puissance du mouvement, la logique de partage des tâches, selon laquelle les partis s'occupent prioritairement des échéances électorales, demeure dominante. Pour des raisons maintes fois discutées, il serait faux d'imaginer dans cette situation de revenir au modèle antérieur des rapports entre partis et mouvements sociaux. Il ne s'agit pas d'encourager pour autant une démagogie anti-politique. Il faut trouver les lieux et les cadres de débat appropriés et les moments d'interaction propices. La présence de partis politiques à Porto Alegre en 2001 a ainsi permis de réédifier des prises de position communes sur le plan international, montrant que ces passages sont possibles et utiles.

Plus généralement, les débats à l'ordre du jour portent sur le rapport aux institutions internationales. Une certaine tradition de la gauche française, empreinte de cartésianisme et marquée par les architectures héritées de l'époque coloniale, pousse à des réponses de nature similaires : soit le retour à une négociation globale, dans laquelle l'Onu rénovée jouerait un rôle majeur pour l'établissement d'une gouvernance mondiale ; soit, plus pragmatique et plus conforme à l'air du temps, l'institution d'agences internationales à responsabilités spécifiques (l'OMC pour le commerce, l'OMS pour la santé, l'OIT pour le droit du travail) qui auraient autorité dans leurs champs de compétence respectifs. Dans le couple classique entre les aspirations à davantage de sécurité sous garantie institutionnelle étatique, et les aspirations à une autonomie intransigeante des mouvements, il faut probablement privilégier cette deuxième configuration pour trois raisons : parce que nous sommes dans une phase ascendante des luttes qui tendent à dépasser la stricte défense des acquis pour avancer des exigences plus audacieuses ; parce que, si les États-nations ont pu cristalliser des acquis sociaux et démocratiques au plan national, ce n'est pas le cas, loin s'en faut, au niveau international (la capacité redistributive des institutions de la « gouvernance globale » est estimée à 1 % seulement contre 30 % en moyenne pour les États nationaux) ; enfin, parce que, malgré l'essor du mouvement, l'état des rapports de forces reste insuffisant pour qu'une architecture internationale, globale ou plurielle, soit autre chose qu'un conseil de régence où les grands continueraient à dicter leur loi.

Ce débat relativement nouveau traverse le mouvement. Il se conjugue à une autre question, plus tactique en apparence mais non moins fondamentale, sur les rapports entre mouvements sociaux et institutions. Pour tenter de diviser le mouvement, mais aussi pour élargir leurs marges de manœuvre face aux grands mandataires qui tendent à les utiliser à leur guise, et surtout pour

remettre un peu d'ordre dans les désordres de la jungle globalisée (après l'alerte des crises financières asiatiques ou russes hier, argentine ou turque aujourd'hui), les institutions internationales cherchent à mettre sur pied autour d'elles des structures censées représenter la « société civile mondiale », composées d'organisations non gouvernementales, d'associations, mais aussi de firmes multinationales. Il faudra s'opposer résolument à ces tentatives en revenant à des situations que connaissent bien les militants qui ont une expérience de la lutte des classes et des pratiques syndicales, alternant des moments de mobilisation et des moments de négociation et de débat. Ces négociations n'ont de sens que sur la base d'un rapport de force, en toute indépendance, et sans se compromettre dans des cadres où, sous couvert de « société civile », se développe une collaboration visant à relégitimer les dominants. C'est pourquoi le fil conducteur doit rester la mobilisation autonome des mouvements. Bien évidemment, cette autonomie n'est pas une affaire technique : elle dépend de la clarté et de la solidité des contenus revendicatifs (sur la dette, sur l'écologie, sur la santé publique, sur les droits des femmes, sur la lutte contre les multinationales, sur les plans d'ajustement structurels, etc.) autour desquels se développe et se consolide le mouvement.

Résistances mondialisées

Sophie Zafari

Syndicaliste, responsable en France de la coordination pour la Marche mondiale des femmes

Femmes en marche

À partir de l'expérience de la Marche mondiale des femmes, je voudrais apporter quelques

réflexions sur la place des femmes dans le mouvement anti-mondialisation et sur les perspectives pour le mouvement des femmes aujourd'hui. La Marche mondiale des femmes (MMF) de l'automne 2000 a constitué un événement politique. Comme le disent les Québécoises : « Nous avons réussi à faire résonner nos pas et nos voix comme il a été peu donné au mouvement des femmes de le faire ». Des milliers de femmes de plus de 160 pays ont manifesté en chantant. Bien qu'ignorée souvent par les médias – et pas seulement par eux – la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence fut une énorme réussite. Le 15 octobre, plus de 20 000 personnes ont défilé à Washington. À New York, près de 10 000 femmes et hommes de près de 100 pays se sont rassemblés devant le siège des Nations Unies.

Deux caractéristiques nouvelles ont marqué cette Marche des femmes :
- d'une part, l'élaboration d'une plate-forme radicale contre le patriarcat et contre la mondialisation néo-libérale ;
- d'autre part, un processus d'organisation de quatre ans, qui a généré de multiples actions dans de nombreux pays, culminant dans la marche de New York.

Les femmes dans la lutte contre la mondialisation libérale

Centrée sur la « face féminine de la pauvreté », la plate-forme de la Marche des femmes 2000 exige l'abolition de la dette du « tiers-monde » et rejette les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Soulignant le lien entre pauvreté et violences contre les femmes, elle note également que nombre de pays riches poursuivent des politiques et maintiennent des lois patriarcales perpétuant la violence dont souffrent les femmes. La Marche mondiale a ainsi exigé que l'Onu et ses États membres prennent des mesures concrètes pour mettre fin à la pauvreté et aux différentes formes de la violence envers les femmes. Elle exige le respect réel des droits de toutes les femmes, quels que soient leur origine, leur orientation sexuelle, leur statut culturel ou social.